

**Zeitschrift:** Horizons : le magazine suisse de la recherche scientifique  
**Band:** 29 (2017)  
**Heft:** 114

**Artikel:** Turquie : des recherches à haut risque  
**Autor:** Jäggi, Simon  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-821731>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 17.11.2024

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

## Turquie: des recherches à haut risque

La situation politique tendue rend le travail des scientifiques de plus en plus difficile en Turquie. Des chercheurs étrangers racontent.

Par Simon Jäggi

**L'**anthropologue prend notre appel depuis les bords turcs de la mer Égée. Elle est arrivée quelques jours plus tôt dans le pays afin d'étudier la situation politique: «Je veux savoir quels types de recherches sont encore possibles dans le pays», dit-elle. Pour ne pas mettre en danger sa personne et ses partenaires locaux ou risquer de compromettre ses travaux, elle restera anonyme, tout comme d'autres sources pour cet article.

Elle travaille en Turquie depuis plusieurs années. Elle n'est pas encore en mesure d'évaluer quelles activités pourront être menées. «Dans tous les cas, faire des recherches ici sera plus difficile», dit-elle.

Tout comme l'anthropologue, bon nombre des scientifiques européens qui se penchent sur la Turquie perçoivent la situation comme imprévisible et potentiellement menaçante. Ils sont confrontés à des complications importantes: ils ne reçoivent plus d'autorisation de recherche, ou seulement au prix d'immenses efforts, l'accès aux archives devient difficile et les partenaires sur place se montrent plus prudents. Ils peinent à évaluer la forme prise par la surveillance étatique. L'anthropologue se fait surtout des soucis pour

ses collègues locaux: le pire qu'elle puisse craindre est une expulsion et une interdiction d'entrée sur le territoire. Son partenaire dans le pays et la doctorante turque, eux, risquent des conséquences autrement plus graves.

La forte pression exercée sur le monde académique turc est largement relayée par les médias européens. Les chiffres parlent d'eux-mêmes: depuis la tentative de putsch de l'été 2016, l'Etat turc a licencié plus de 4800 chercheurs et ouvert une procédure pénale contre plus de 100 d'entre eux, selon des chiffres de l'Université de Lund. Début juin, l'organisation américaine Scholars at Risk a publié un nouveau rapport sur la Turquie. Ses auteurs soulignent que les poursuites contre les scientifiques ont atteint une «ampleur sans précédent»: fermeture d'universités, licenciements, emprisonnements et interdictions de voyager. Des milliers sont touchés par la répression. Et les persécutions continuent.

### L'autocensure comme protection

Le climat politique se répercute sur le travail des chercheurs étrangers sur place, mais aussi dans les hautes écoles ou leurs résultats sont analysés et diffusés. «Nous réfléchissons soigneusement à ce que nous pouvons publier ou non», dit un professeur en sciences sociales qui travaille sur la Turquie depuis plus de trente ans. Par chance, son équipe a terminé la récolte de données de terrain avant la tentative de putsch de 2016: «Ces recherches, nous ne serions plus en mesure de les mener aujourd'hui.»

Photographie du procès de l'artiste aristocrate ottomane Aliye Berger, accusée d'avoir tiré sur une rivale amoureuse. Un siècle plus tard, étudier ce type de documents historiques – comme le fait Nataša Mišković à l'Université de Bâle – s'avère une affaire délicate.

Photo: SBA/Gatesbank

Ses collaborateurs, dont une personne de nationalité turque, ont quitté le pays il y a plus d'un an. Ils analysent actuellement les données en vue d'une première publication. La recherche porte sur la délicate question des rapports entre la société turque et l'Etat. «Nous devons être très prudents et ne pouvons pas écrire tout ce que nous aimerions.» La priorité est la protection des collaborateurs et des sources sur place, des employés d'ONG et des politiciens d'opposition.

D'un côté, les scientifiques veulent honorer l'exigence de publier tous les résultats pertinents; de l'autre, ils doivent gérer la peur diffuse de la répression. Les craintes sont attisées par les arrestations et les licenciements dans diverses organisations et universités. Ce dilemme touche aussi Nataša Mišković, professeure boursière FNS à l'Université de Bâle. Son projet de longue durée sur la genèse de la République turque et la vie quotidienne à Istanbul et



Ankara dans les années 1920 et 1930 passe notamment par l'analyse de photographies de presse des grands quotidiens Cumhuriyet et Aksam.

La recherche est terminée et Nataša Mišković prépare une exposition qui devrait être présentée également en Turquie. Ce projet demande une grande circonspection: «Nous menons d'intenses discussions pour décider ce qui sera montré et où.» Des compromis ont été faits pour ne pas perdre

des partenaires. La prudence est surtout de mise lorsqu'il est question de violence d'Etat. «Comme beaucoup d'autres chercheurs, nous travaillons en gardant toujours un pied sur le frein.»

Un sentiment de menace diffuse s'insinue sans cesse dans les discussions avec les scientifiques. Mais cette situation imprévisible ne leur ôte pas la volonté de poursuivre leur travail. «Nous ne pouvons pas quitter tous les pays qui ne veulent pas que

l'on étudie chez eux», souligne l'anthropologue au téléphone. Elle doit rastrocher. Dans une demi-heure, elle rencontrera les employés d'une organisation locale, toujours accompagnée par ce sentiment d'inquiétude latent.

Installé à Bâle, le journaliste indépendant Simon Jäggi écrit notamment pour la Tageswoche.

«Nous travaillons toujours avec un pied sur le frein.»

Nataša Mišković

### Chronologie des tensions en Turquie

**3 octobre 2005** Début des négociations d'adhésion entre la Turquie et l'Union européenne.

**15 juillet 2016** Tentative de putsch. Le gouvernement accuse le prédicateur Fethullah Gülen d'en être l'instigateur.

**21 juillet 2016** Etat d'urgence: restriction des droits fondamentaux et de rassemblement.

**4 novembre 2016** Publication de chiffres: 11 000 fonctionnaires, juges, policiers, soldats et scientifiques ont été suspendus ou licenciés à cause de liens présumés avec le réseau de Fethullah Gülen. Des dizaines de milliers de personnes sont arrêtées et 170 médias fermés.

**8 février 2017** Nouvelle vague de licenciements: 4500 fonctionnaires, dont 300 employés de hautes écoles, sont renvoyés.

**16 avril 2017** Le référendum controversé sur la constitution est accepté par 51,4% des voix.

**18 avril 2017** Le gouvernement prolonge l'état d'urgence de trois mois.

**30 avril 2017** La Turquie bloque l'accès à Wikipedia.

**1er août 2017** Début d'un procès de masse de 500 putschistes.